

Appel à contribution

L'Algérie des anthropologues, un « programme » en perspective.

Espaces, figures, pratiques et terrains ethnographiques après l'Indépendance

Coordonné par : Malika ASSAM, Giulia FABBIANO, Fouad NOUAR

Dans les actes du colloque sur l'avenir de l'anthropologie organisé par le CRASC à Timimoun en 1999, Mohamed Brahim Salhi écrit : « La question de l'avenir de l'Anthropologie en Algérie est en soi un programme » (2002, p. 87). Vingt-cinq ans plus tard, qu'en est-il de ce programme ? Quelles nouvelles orientations et quels nouveaux horizons de recherche propose-t-il ? En actualisant et en élargissant les questionnements autour de l'anthropologie de l'Algérie et en Algérie, ce numéro s'intéresse au renouvellement et aux développements dans la période postcoloniale de la discipline dans une double dimension nationale et internationale. Il souhaite mettre l'accent sur le devenir d'une branche des sciences sociales sous tension, aussi bien en termes d'enseignement que de recherche.

Force est, en effet, de constater la marginalisation puis la disqualification officielles qui ont ciblé l'anthropologie comme champ académique en raison de sa généalogie et de ses orientations coloniales (Lucas et Vatin, 1975 ; Colonna, 1987) en Algérie et, plus largement, partout au Maghreb. Lors de l'allocution prononcée en 1974 en ouverture du Congrès International de Sociologie se tenant à Alger, Mohammed Seddik Benyahia, jadis ministre de l'Éducation Supérieure et de la Recherche, célèbre la sociologie et rappelle le rôle que celle-ci a à jouer dans l'accomplissement de la Libération, tandis que « aussi bien par les circonstances de sa naissance que par ses postulats de base, l'ethnologie nous apparaît actuellement comme désuète dans ses méthodes et ses réglementations, scientifiquement peu valables parce que généralement fondées sur des postulats contestables ». L'une des conséquences de la dénonciation de l'anthropologie sera, à court terme, sa suppression des programmes universitaires, alors qu'elle était enseignée au sein des licences de sociologie en tant que matière à option jusqu'à la mise en place de la réforme de 1973. Si l'Institut des cultures populaires, inauguré à Tlemcen en 1981, réintroduit timidement les enseignements anthropologiques, ce ne sera qu'au début des années 1990 (Benyahia, 1974 ; Mammeri, 1989 ; Fawzi, 2002 ; Moussaoui, 2005, Benabed, Mebtoul, 2025) que la discipline sera progressivement réhabilitée à l'Université, principalement en tant que spécialité au sein des départements de Langue et Culture Amazigh (Salhi, 2008).

Sur le front de la recherche, l'anthropologie connaît un sort comparable. En 1971, l'ancien Centre Algérien de Recherches Anthropologiques, Préhistoriques et Ethnographiques (CARAPE), créé en 1955 à Alger et placé sous tutelle franco-algérienne jusqu'en 1964, au moment où il devient Centre de Recherches Anthropologiques, Préhistoriques

et Ethnographiques (CRAPE), est absorbé par le Centre national d'études historiques (Yacine, 1989). A l'origine d'un travail pluridisciplinaire important, centré notamment les mondes berbères, l'équipe dirigée par Mouloud Mammeri jusqu'en 1980, devra atteindre 1993 pour qu'un nouveau changement de nom et de statut réhabilite la spécialisation anthropologique. Le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH) sera désormais un établissement public à caractère scientifique et technologique. Ces mêmes années (fin 1983) voient naître à Oran, à l'initiative du sociologue Nadir Marouf et de ses collègues de l'Université d'Oran-Es Senia, l'Unité de recherche en anthropologie sociale et culturelle (URASC), qui se transformera en 1992 en Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) (Guenau, 2024). Le CRASC impulsera, dès lors, une nouvelle énergie aux recherches empiriques, à la formation et à la réflexion anthropologiques (Salhi, 2008), notamment grâce à la mise en place de l'École Doctorale Nationale en Anthropologie (2006-2018) en partenariat avec d'autres universités algériennes, avec la participation de chercheurs et de chercheuses tant nationaux qu'internationaux.

En se déplaçant de l'Algérie à la France, le déclin des études algériennes et maghrébines déjà dénoncé par Jacques Berque pendant la période coloniale (Berque, 1956) s'accroît au lendemain de l'Indépendance. L'affaiblissement progressif des réseaux et des espaces d'encadrement est, par ailleurs, accentué par un accès devenu difficile au terrain pendant les années 1990 (Moussaoui, 2001 ; Benabed, Mebtoul, 2025). Malgré l'essoufflement progressif des recherches doctorales (Hmed, Perrier, 2023), depuis une vingtaine d'années, l'on constate, néanmoins, un renouvellement des objets et des questionnements ainsi qu'une diversification des profils des anthropologues. Une génération de chercheurs et chercheuses – parfois liés à l'Algérie par des attaches familiales et personnelles – s'intéresse aux mutations contemporaines de la société algérienne, proposant une relecture critique des thèmes classiques (tribu, parenté, localité, religion, etc).

En rupture avec le regard colonial, le plus souvent passéiste et pittoresque, l'anthropologie n'est, donc, plus qu'un savoir exogène et exotique (Adel, 2002). Que sa sphère d'action soit « implicite » ou davantage institutionnalisée, elle contribue à la « compréhension du système d'emprunts matériels et culturels dans lequel les Algériens d'aujourd'hui cherchent à établir leur vie en lui trouvant un sens » (Chaulet, 2008, p. 78). Cette livraison d'*Insaniyat* s'inscrit, dès lors, dans la continuité des travaux déjà consacrés au sein de la revue aux études socio-anthropologiques et aux recherches en cours (cf. les deux numéros doubles 14-15 paru en 2001 et 29-30 en 2005). Inspiré par les débats qui animent, depuis environ trois décennies, la communauté scientifique¹, ce numéro s'adresse à des anthropologues francophones, arabophones, anglophones et berbérophones pour interroger l'actualité d'une discipline saisie par sa pratique :

- Qu'est-ce qu'un « terrain algérien » (Salhi, 2002 ; Benghabrit-Remaoun et Haddab 2008) ? Ses objets, ses espaces, ses déploiements ?
- Au-delà de l'« anthropologisation des sciences sociales » (Benabed, Mebtoul, 2025), une école algérienne a-t-elle pu émerger ? Ou, pour le dire autrement, une manière de faire anthropologie spécifique en vertu du fait qu'elle émane de « l'intérieur d'expériences culturelles nationales » (Mammeri, 1989, p. 21), dont l'approche et le traitement des données pourraient rendre compte ?

¹ Nous tenons à signaler, par ordre chronologique, les événements suivants : le Colloque sur l'avenir de l'anthropologie organisé par le CRASC à Timimoun en 1999 ; le Symposium de 2004 sur l'état des savoirs en sciences sociales ; le Salon des sciences sociales de 2022 et le Symposium « L'Algérie 70 ans après. Les défis du renouvellement des connaissances en sciences sociales et humaines » de 2024. Les trois derniers se sont tenus à Oran.

- L'anthropologie est-elle, *in fine*, parvenue à être « à la fois une science et un instrument de libération ? » (Mammeri, 1989, p. 21).

A partir d'une invitation à réfléchir collectivement et contextuellement à ce que veut dire faire anthropologie en Algérie aujourd'hui, notre souhait est de cerner les développements thématiques, méthodologiques, linguistiques, bibliographiques, conceptuels, théoriques et épistémologiques ainsi que ceux, davantage institutionnels, ayant trait aux enjeux de formation, de carrière et plus largement de gouvernance scientifique. Ainsi s'agira-t-il de mieux appréhender les contours, pas toujours nets, d'une discipline considérée comme « la somme des disciplines des sciences sociales » (Moussaoui, 2005) et d'en suivre le devenir de même que les relations qu'elle entretient, entre autres, avec la sociologie, la linguistique, les études berbères, leurs auteurs et leurs bibliothèques.

Ayant pour objectif de dresser un état des lieux critique, attentif aux conditions de production du savoir, tant empirique que théorique, et à ses modalités de diffusion, les contributions attendues, de jeunes chercheurs et de chercheurs plus expérimentés, pourront s'inscrire dans les axes, non exclusifs, proposés ci-dessous.

▪ **Espaces et figures de l'anthropologie postcoloniale**

Cet axe propose de retracer l'histoire de la discipline, par le biais d'une cartographie de ses lieux (formation universitaire et espaces de recherche) et de ses figures tutélaires exerçant après l'Indépendance, en Algérie et à l'étranger. La mise en résonance des contributions permettra d'identifier avec plus de précisions les périodes de reflux, de stase ainsi que celles d'essor en lien avec les transformations historiques et les crises de la société algérienne et, plus largement, des contextes nationaux et internationaux de recherche.

- Dans quels espaces d'apprentissage et de transmission la discipline est accueillie et pratiquée ? A quels moments ?

- Comment s'opèrent les découpages et les interactions disciplinaires (principalement avec la sociologie, mais également avec la linguistique, les études berbères, les études urbaines, etc...) au sein des Sciences humaines et sociales ?

- Quelles sont les trajectoires intellectuelles, académiques et institutionnelles des anthropologues spécialistes de l'Algérie, au sein du pays et à l'étranger ? Y a-t-il une spécificité locale et/ou régionale ?

▪ **L'héritage colonial entre rejet et dépassements**

Le deuxième axe souhaite explorer l'héritage de l'anthropologie coloniale sur l'anthropologie contemporaine de/en Algérie, tant du point de vue des thématiques que des bibliographies étudiées aussi bien en Algérie que dans d'autres institutions académiques internationales. Il s'agira de s'intéresser, avec une approche réflexive, aux pratiques de la recherche et de la formation et à leur émancipation des représentations et des orientations coloniales.

- Comment, empiriquement et théoriquement, prendre les distances des approches archaïques et passéistes ?

- Quels renouvellements sont-ils proposés des objets classiques : traditions orales, appartenances tribales, pratiques religieuses, structures familiales ?

- Quels sont les référentiels et les auteurs mobilisés dans les enseignements et les recherches en cours ?

▪ **Productions et circulations du savoir**

Étroitement articulé aux deux précédents, le troisième axe met l'accent sur les conditions de production et de circulation du savoir sur/en Algérie, ainsi que sur la diffusion et l'archivage des recherches menées, en lien avec les reconfigurations régionales et globales du champ des sciences sociales. Sans être exclusives, la question linguistique (traduction des

œuvres, accès au terrain, écriture analytique et valorisation) et celle du positionnement, scientifique et épistémologique, des anthropologues sont au cœur de nos préoccupations.

- Quelle place est faite aux langues comme supports de connaissances, outils d'accès au terrain et moyens d'expression et de restitution analytiques ?

- Dans quels réseaux - nationaux, régionaux, internationaux - d'aire culturelle ou de thématiques s'inscrivent les anthropologues ? Avec qui et dans quelles langues, dialoguent-ils et elles ? Où publient-ils et elles ?

- Y a-t-il des points de tension, d'articulation, de discussion entre les savoirs produits par l'anthropologie exogène (majoritairement, mais pas exclusivement francophone) et ceux produits par l'anthropologie endogène ? Comment celle-ci tend à se définir (anthropologie chez-soi, anthropologie du proche, anthropologie autochtone, ...) et quels enjeux (apports, limites, biais) identifie-t-elle dans l'étude de sa propre société et de ses altérités de l'intérieur ?

- Comment, dans le contexte diasporique propre à l'Algérie, se négocient et se légitiment les frontières d'appartenance ainsi que les espaces ethnographiques des anthropologues installés à l'étranger et/ou de celles et ceux descendant.es de familles émigrées, que Lila Abu-Lughod a qualifié de *halfies* (2010).

En mettant au travail les axes ci-dessus, les propositions de contributions permettront, en premier lieu, de tracer un bilan sur les voies de l'anthropologie à entreprendre des « routes propres » (Berque, 1962), sans pour autant négliger les biais, les enjeux et les difficultés d'un tel programme. Deuxièmement, elles exploreront les points de contact avec d'autres domaines et d'autres champs et sous-champs du savoir en sciences sociales, questionnant ainsi les apports et les limites de l'interdisciplinarité. Troisièmement, elles proposeront des pistes et des perspectives de recherche nouvelles ou renouvelées.

Conditions et délais de réception :

- Les auteurs sont appelés à envoyer pour le **1er avril 2026** un résumé, en français, anglais ou arabe, présentant le projet d'article en une page à l'adresse suivante : insaniyat.crasc@gmail.com
- Les auteurs présélectionnés par comité éditorial seront prévenus par le secrétariat avant le **30 juin 2026**.
- - Les premières versions des articles seront envoyées par les auteures via la plateforme ASJP <https://asjp.cerist.dz/en/PresentationRevue/14> au plus tard **30 octobre 2026** conformément à la note aux auteurs de la revue <https://journals.openedition.org/insaniyat/30603>
- Parution prévue du numéro : **3^{ème} trimestre 2027**.

Bibliographie indicative:

Abu-Lughod, L. (2010). Écrire contre la culture. Réflexions à partir d'une anthropologie de l'entre-deux (A. Casajus, Trad.). In D. Cefaï (dir.), *L'engagement ethnographique* (p. 137-162). Éditions de l'EHESS.

Adel, F. (2002). Problématique. In N. Marouf, F. Adel & K. Adel (dir.), *Quel avenir pour l'anthropologie en Algérie ? Actes du colloque, Timimoun, 22-24 novembre 1999* (p. 13-18). Crasc.

Benabed, A. & Mebtoul, M. (2025). The history of anthropology in Algeria. In A. Alajmi, D. Cantini, I. Maffi & I. Melliti (dir.), *Social Anthropology in the Arab World* (p. 153-170). Berghahn.

Benghabrit-Remaoun, N. & Haddab, M. (2008). Présentation. In N. Benghabrit-Remaoun & M. Haddab (dir.), *L'Algérie 50 ans après. État des savoirs en Sciences sociales et Humaines (1954-2004)* (p. 19-45). CRASC.

Berque, J. (1956). Cent-vingt ans de sociologie maghrébine. *Annales ESC*, 11(3), 296-324.

Chaulet, C. (2008). Anthropologie et/ou sociologie ? Retour en arrière sur nos pratiques. In N. Benghabrit-Remaoun & M. Haddab (dir.), *L'Algérie 50 ans après. État des savoirs en Sciences sociales et Humaines (1954-2004)* (p. 75-78). CRASC.

Colonna, F. (1987). *Savants paysans : éléments d'histoire sociale sur l'Algérie rurale*. OPU.

Colonna, F. (2010). Sociologie et anthropologie au Maghreb : la circulation régionale des disciplines. Vers une mise en commun des ressources du Sud ? In E. Kienle (dir.), *Les sciences sociales en voyage : L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur* (p. 95-112). IREMAM-Karthala.

Guenau, M. (2024). Les Unités de recherche en Sciences Sociales et Humaines à Oran. *Paradigmes*, 7(3), 103-118.

Hmed, C. & Perrier, A. (2023). *Les études maghrébines en France. Livre blanc*.

Lucas, P. & Vatin, J.-C. (1975). *L'Algérie des anthropologues*. Maspero.

Mammeri, M. (1991). Une Expérience de recherche anthropologique en Algérie. In *Culture Savante et Culture Vécue (études 1938-1989)*. Ed. Tala.

Moussaoui, A. (2001). Du danger et du terrain en Algérie. *Ethnologie française*, 31(1), 51-59.

Moussaoui, A. (2005). La pratique de l'anthropologie en Algérie. In D. Albera & M. Tozy (dir.), *La Méditerranée des anthropologues. Fractures, filiations, contiguïtés*. Maisonneuve & Larose.

Salhi, M. B. (2002). Réflexion froide sur des questions chaudes : quelle anthropologie du religieux en Algérie ? Quelques éléments pour un débat. In N. Marouf, F. Adel & K. Adel (dir.), *Quel avenir pour l'anthropologie en Algérie ? Actes du colloque, Timimoun, 22-24 novembre 1999* (p. 87-94). Crasc.

Salhi, M. B. (2008). L'anthropologie et les sciences sociales en Algérie : éléments pour un bilan. In N. Benghabrit-Remaoun & M. Haddab (dir.), *L'Algérie 50 ans après. État des savoirs en Sciences sociales et Humaines (1954-2004)* (p. 79-89). CRASC.

مصطفى مجاهدي، فؤاد نوار. (2014). تكوين طلبة ما بعد التدرج في الأنثروبولوجيا في الجزائر: حالة المدرسة

الدكتورالية. مستقبل العلوم الاجتماعية في الوطن العربي، (ص. 195-217). مركز دراسات الوحدة العربية.